

Brochure n° 3106

**Convention collective nationale**

IDCC : 18. – **INDUSTRIE TEXTILE**  
IDCC : 1942. – **TEXTILES ARTIFICIELS ET SYNTHÉTIQUES  
ET PRODUITS ASSIMILÉS**  
**(7<sup>e</sup> édition. – Septembre 2003)**

**ACCORD DU 17 FÉVRIER 2006**  
**RELATIF AUX REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL**

NOR : *ASET0650545M*  
IDCC : 18

Entre :

L'union des industries textiles,

D'une part, et

La fédération générale des cuirs, textiles, habillement Force ouvrière ;

La fédération des industries de l'habillement, du cuir et du textile CFDT ;

La fédération nationale des syndicats du personnel d'encadrement des industries textiles, habillement et connexes CFE-CGC ;

La fédération française des syndicats chrétiens du textile, du cuir et de l'habillement CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent accord a pour objet de prendre en compte les dispositions relatives à la durée des mandats des représentants du personnel, résultant de l'article 96 de la loi du 2 août 2005. Il modifie en conséquence différentes dispositions de la convention collective nationale de l'industrie textile.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Délégués du personnel*

Dans les « Dispositions générales et clauses “ouvriers” » de la convention collective, il est introduit, après l'article 10, l'article suivant :

#### **Article 10 bis G**

##### *Durée des mandats*

Les délégués du personnel sont élus pour 2 ans.

Toutefois, en application du présent accord, la durée de 2 ans pourra être dépassée dans la limite de 4 ans par un accord d'entreprise ou d'établissement négocié et conclu dans le cadre de l'article L. 132-19 du code du travail. (1) A défaut de délégués syndicaux désignés, cette possibilité devra être prévue dans le cadre du protocole d'accord préélectoral visé par l'article L. 423-18 du code du travail.

Les délégués du personnel sont rééligibles.

## **Article 2**

### *Comité d'entreprise*

1. La phrase suivante figurant dans l'article 29 (G) « Nombre de membres et de collègues » : « En cas de fusion ou concentration d'entreprises entraînant la réunion de 2 ou plusieurs établissements, le nombre total des membres des comités antérieurs est maintenu pour une durée maximum de 2 ans. » est complétée comme suit : « Toutefois, cette durée maximum est augmentée dans la limite d'une durée maximum de 4 ans, si la durée des mandats des intéressés a été augmentée au-delà de 2 ans dans les conditions fixées par l'article 33 ci-après. »

2. Les dispositions prévues au premier alinéa de l'article 33 (G) « Durée du mandat » sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes : « Les membres du comité d'entreprise (du comité d'établissement, du comité central d'entreprise, du comité de groupe) sont élus pour 2 ans.

Toutefois, en application du présent accord, la durée de 2 ans pourra être dépassée dans la limite de 4 ans par un accord d'entreprise ou d'établissement, négocié et conclu dans le cadre de l'article L. 132-19 du code du travail (2) (3). A défaut de délégués syndicaux désignés, cette possibilité devra être prévue dans le cadre du protocole d'accord préélectoral visé par l'article L. 433-13 du code du travail.

---

(1) La validité de l'accord d'entreprise ou d'établissement est subordonnée à sa conclusion selon les modalités définies à l'article L. 132-2-2 (III, 2<sup>e</sup>) du code du travail (absence d'opposition d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives majoritaires).

(2) Ou pour le comité de groupe, par un accord de groupe négocié et conclu dans le cadre de l'article L. 132-19-1 du code du travail.

(3) La validité de l'accord d'entreprise ou d'établissement (ou de groupe) est subordonnée à sa conclusion selon les modalités définies à l'article L. 132-2-2 (III, 2<sup>e</sup>) du code du travail (absence d'opposition d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives majoritaires).

### **Article 3**

#### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord ne s'appliquent qu'à compter des élections des délégués du personnel et des représentants du personnel aux comités d'entreprise, comité d'établissement, comité central d'entreprise et comité de groupe intervenant après la signature du présent accord.

### **Article 4**

#### *Dépôt et extension*

Le présent accord sera déposé dans les conditions fixées par le code du travail et sera soumis à la procédure d'extension.

Fait à Clichy, le 17 février 2006.

(Suivent les signatures.)